



DEBAT CITOYEN MONDIAL SUR LA BIODIVERSITE DU 15/09/12

Note d'analyse des résultats

Le *World Wide Views on Biodiversity*, ou débat citoyen mondial sur la biodiversité, s'est tenu le 15 septembre 2012 dans 25 pays du globe et 34 endroits. Il a réuni près de 3000 citoyens du monde entier pour une journée d'information et de débat sur la biodiversité.

En France, deux régions ont porté la démarche : le **Nord-Pas-de-Calais (NPDC)** et **La Réunion**. À Lille et à Saint-Denis plus de 100 participants ont répondu aux questions qui leur étaient posées **1/ sur la biodiversité terrestre, 2/ sur la biodiversité marine, et 3/ sur le partage des avantages et responsabilités.**

Nous présentons ici les résultats de cette journée exceptionnelle et en livrons une première analyse **avant de considérer la deuxième phase du projet, celle concernant le devenir des résultats et leur transmissions aux négociateurs français et mondiaux** dans le cadre de la conférence des parties à la **convention sur la biodiversité (COP11) qui se tiendra en octobre à Hyderabad.**

SOMMAIRE

1 – Synthèse des résultats mondiaux

- 1.1 Les tendances de fond
- 1.2 Les grandes divergences

2 – Synthèse des résultats régionaux

- 2.1 Des participants concernés à des niveaux différents
- 2.2 La biodiversité terrestre
- 2.3 La biodiversité marine





2.4 Le partage des avantages et responsabilités

2.5 Evaluation

3 – Vers Hyderabad en Inde pour la Conférence des Nations Unies

1. SYNTHÈSE DES RESULTATS MONDIAUX¹

1.1 LES TENDANCES DE FOND

Si l'on s'intéresse aux résultats mondiaux, cinq grandes tendances émergent :

1. **L'ensemble des participants du monde (83,13%), français inclus (92,18%), considèrent que la perte de biodiversité affecte la plupart des habitants de la planète.** C'est un thème qui leur paraît central et par lequel ils se sentent concernés (75,27% se disent très concernés au niveau mondial et 81,89% des participants français).
2. **L'établissement de nouvelles zones protégées devrait avoir la priorité absolue (32,59% monde / 46,55% France) ou tout au moins la priorité sauf si un enjeu économique majeur est présent (44,5% monde / 37,93% France).**
3. **Pour une grande majorité des participants, les subventions menant à la surpêche devraient être supprimées,** soit le plus vite possible sans compensation (8,73% monde / 12,17% France), soit « le plus vite possible tout en fournissant une assistance ou une compensation à ceux qui perdent leur revenu » (36,79% monde / 40,87% France), soit encore « lentement afin de permettre aux personnes concernées de se préparer et de s'adapter » (47,4% monde / 40,87% France).

¹ Nous livrons en annexe de ce document les résultats comparatifs France/Monde. Pour voir les résultats de tous les pays en détail et les comparer rendez-vous sur : <http://biodiversity.wvviews.org/the-results>



4. **La nécessité d'un nouvel accord sur la haute mer : 91,71% des participants et 91,31% des participants français considèrent qu'un nouvel accord devrait voir le jour.** Ils soulignent aussi pour la plupart (85% monde / 92,92% France) que « les utilisateurs de ressources génétiques provenant de la haute mer devraient payer une redevance, un droit à la biodiversité mondiale afin d'être autorisés à les utiliser ».
5. La grande majorité des participants désirent que « les utilisateurs de ressources naturelles que constituent les espèces existantes d'animaux, de plantes et de micro-organismes devraient partager les bénéfices avec les pays d'origine si les espèces ont été collectées avant l'entrée en vigueur du protocole de Nagoya » (79,95% monde / 80,53% France).

1.2 LES GRANDES DIVERGENCES

De manière synthétique, **on observe deux divergences entre l'avis des participants français et ceux du reste du monde :**

1. **Concernant les moyens d'assurer la demande alimentaire future tout en préservant la biodiversité,** 44,71% des participants disent qu'il faut intensifier la production agricole sur les terres cultivables existantes afin d'éviter de convertir des zones naturelles en terres agricoles (13,16% en France). Et 18,41% supplémentaires considèrent qu'il faudrait « étendre les terres cultivées en convertissant des zones naturelles en terres cultivables » (2,63% en France). 78,95% des participants en France préfèrent en revanche « réduire la demande de nourriture, par exemple en mangeant plus de plantes (fruits, légumes, céréales,...) et moins de viande » contre 32,13% au niveau mondial. Cette préférence exprimée par les participants français est plus forte qu'au niveau européen (78,95% contre 72,01%) et que dans l'ensemble des pays développés (78,95% contre 60,62%).
2. **Sur le financement de la protection de la biodiversité dans les pays en développement,** les participants français considèrent à 38,94% que les entreprises



commerciales et les consommateurs devraient payer plutôt que les pays (contre 11,78% pour le monde) alors qu'au niveau mondial, 67% des répondants considèrent que « les pays développés et les pays industrialisés devraient être obligés de payer, mais les pays industrialisés devraient payer la part principale » (41,59% en France). En revanche très peu sont celles et ceux qui désirent que « Les financements devraient être apportés sur la base du volontariat, comme c'est le cas aujourd'hui, ce qui signifie que seuls les pays industrialisés apportent ces financements » (5,91% monde / 2,65% France).

On observe aussi que sur certaines questions, les participants du monde et les français sont divisés. Ainsi **concernant le financement des mesures de protection des récifs coralliens**, la moitié environ des participants opte pour un financement par l'ensemble des pays (49,19% monde / 58,26% France) et l'autre soit pour un financement par les pays dotés de récifs (19,66% monde / 6,09% France) soit par les pays développés (27,99% monde / 30,44% France).

2. SYNTHÈSE DES RESULTATS REGIONAUX²

2.1 DES PARTICIPANTS CONCERNES A DES NIVEAUX DIFFERENTS

Comme remarqué précédemment, les participants français sont concernés par la question de la biodiversité. Les réunionnais expriment toutefois ce sentiment plus directement au niveau individuel (30,77% Réunion / 14% NPDC) et de leur pays (24,62% Réunion / 10% NPDC).

² Nous livrons en annexe de ce document les résultats comparatifs entre les deux régions participantes. Pour voir les résultats de tous les pays en détail et les comparer rendez-vous sur : <http://biodiversity.wvviews.org/the-results>



2.2 LA BIODIVERSITE TERRESTRE

Habitants de La Réunion et du Nord-Pas-de-Calais donnent également la priorité à l'établissement de nouvelles aires protégées devant les intérêts économiques (51,52% Réunion / 40% NPDC). Mais ils se divisent sur les moyens précis pour y parvenir : alors que les réunionnais mettent en avant la mise en place de lois plus strictes (27,27% Réunion / 11% NPDC) et un respect plus poussé de la Loi (54,55% Réunion / 23% NPDC), ainsi qu'une meilleure intégration de la biodiversité dans l'ensemble des politiques publiques (78,79% Réunion / 31% NPDC), les participants en Nord-Pas-de-Calais sont plus indécis sur une mesure phare (l'éducation arrive en tête avec 42%). Ils sont en revanche d'accord sur le fait que la consommation de viande doit être réduite.

2.3 LA BIODIVERSITE MARINE

Ici **pas de divergence majeure entre les deux régions**, et l'on renvoie aux remarques faites précédemment sur le niveau France/Monde

2.4 LE PARTAGE DES AVANTAGES ET RESPONSABILITES

Dans ce domaine, **les participants des deux régions divergent sur deux points** : premièrement, **les Nord-Pas-de-Calaisiens sont plus prêts à laisser les pays en développement supporter le coût de la protection de la biodiversité que leurs concitoyens réunionnais** (14% NPDC contre 4,76% Réunion). Pour ces derniers c'est surtout aux entreprises et consommateurs d'assumer ces coûts (47,61% Réunion / 28% NPDC). Deuxièmement, **si 92,06% des participants de La Réunion plaident pour une rétroactivité du protocole de Nagoya, seuls 66% des Nord-Pas-de-Calaisiens soutiennent cette mesure.**

2.5 EVALUATION

Les participants des deux régions se sont dits tout à fait contents ou contents du déroulement de la journée (respectivement 51,02% et 46,94% en NPDC et 32,26% et



58,06% à La Réunion) et **considèrent que « les résultats du débat citoyen mondial seront utilisés de manière utile dans la prise de décision politique concernant la biodiversité »** (61,22% NPDC / 53,22% Réunion). Ils **considèrent avoir reçu des informations équilibrées et avoir entendu des opinions différentes et opposées à leur table** (voir le détail en annexe). Ils **aimeraient que de tels processus soient reproduits dans l'avenir** (60,42% NPDC / 58,06% Réunion « tout à fait » et 37,5% NPDC / 32,26% Réunion « oui »).

3. VERS HYDERABAD EN INDE POUR LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES

Les résultats présentés ici de manière succincte demandent une analyse plus poussée mais surtout un portage politique qui leur donne toute leur ampleur. C'est pourquoi il est central de réfléchir à la manière de les valoriser au mieux. **En octobre, un citoyen de chaque région sera présent en Inde avec la délégation régionale correspondante pour présenter le processus français.** C'est un pas important. Nous pensons toutefois qu'il faut aller plus loin : **une remise des résultats du débat citoyen mondial au gouvernement, en présence des présidents des deux régions, serait un signe fort allant dans cette direction.** Un écho médiatique à ce processus unique de démocratie participative serait aussi un formidable levier d'information du public sur la capacité de citoyens normaux à prendre à bras le corps des enjeux planétaires.

Le Premier Ministre a souligné dans son discours de clôture de la conférence environnementale le 15/09/2012 que la biodiversité était une priorité du gouvernement et que la participation des citoyens était nécessaire « parce que l'objectif, ce n'est pas de contraindre, c'est de convaincre ». En ajoutant que « bien sûr les responsabilités politiques gouvernementales doivent être assumées ». **Le débat, porté par deux régions françaises, est une illustration réussie de comment articuler démocratie représentative et concertation, et l'occasion de prouver que des citoyens normaux sont en mesure de relever les défis du XXIe siècle avec entrain, compétence et joie !**





Cette note est réalisée par l'équipe de Missions Publique qui a coordonné et animé le processus *World Wide Views* en France en collaboration avec le *Danish Board of Technology*, porteur de l'opération au niveau mondial.

Nous sommes à votre disposition pour parler du processus et de ses résultats. Nous pouvons livrer images et textes libres de droits en cas de besoin.

- **Coordinateur du projet : Antoine Vergne +49.15.77.890.5003**
antoine.vergne@missionspubliques.com
- **Contact presse : Agnès Beauvilain / 06.12.54.39.59**
agnesbeauvilain@ophilea.com